

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance Ordinaire du 27 MARS 2023

L'an deux mille vingt-trois
Et le vingt-sept du mois de mars

Membres en exercice :	29
Membres présents :	26
Procurations :	2
VOTES :	28
POUR :	28
CONTRE :	/
ABSTENTIONS :	/
Date de convocation :	21/03/23

Le Conseil Municipal, dûment convoqué par Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire, s'est assemblé à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de ses délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS : MM/MMES SPAGNOU D. TEMPLIER JP. REYNIER C. PERARD F. PELOUX N. CODOUL B. GHERBI C. LAUGIER N. BRUNET M. TOUCHE C. GARCIN F. GALLO C. CLARES P. BOY JP. RODRIGUEZ C. GALANTINI V. ODDOU S. MUNS A. SCHMALTZ E. PAYAN L. MORARD S. PICHON H. CLEMENT JL. JAFFRE S. SEBANI S. FERAUD S.

PROCURATIONS : Mme Élodie JOURDAN à M. Bernard CODOUL
Mme Cécilia LOUVION à Mme Nicole PELOUX

ABSENT EXCUSÉ : M. DERDICHE C.

M Hugo PICHON est élu secrétaire de séance.

2023-04-01-SG

OBJET : Chambre Régionale des Comptes PACA – Rapport d'Observations Définitives – Enquête Nationale relative à l'organisation des soins de premier recours - Années 2017 et suivantes

Monsieur le Maire indique que par lettre en date du 9 mai 2022, le Président de la Chambre Régionale des Comptes de PACA l'a informé de l'inscription de l'examen des actions de la Commune en matière de santé et ses liens avec la Maison de Santé Pluridisciplinaire de Sisteron à partir de 2017.

Le contrôle de gestion a ainsi duré deux mois dans sa première phase et s'est inscrit, notamment, dans le cadre d'une enquête nationale et de travaux communs des juridictions financières relatifs aux soins de premiers recours. A l'issue de la première phase de l'enquête, le magistrat instructeur s'est entretenu avec Monsieur le Maire le 23 novembre 2022 afin d'évoquer les différentes constatations de la Chambre.

De manière collégiale, la Chambre a arrêté, le 21 juillet 2022, ses observations provisoires à caractère confidentiel, qu'elle a transmises à Monsieur le Maire par courrier en date du 23 août 2022. Il a ainsi adressé une réponse écrite à la Chambre transmise au greffe le 21 octobre 2022.

Au terme de cette deuxième phase, la Chambre a arrêté, le 5 décembre 2022, ses observations définitives toujours à caractère confidentiel, et les a transmises par courrier le 20 décembre 2022 auxquelles aucune nouvelle réponse n'a été apportée.

La Chambre, par courriel reçu le 15 février 2022, vient d'adresser officiellement, le rapport d'observations définitives.

C'est ce document définitif qui est présenté lors de la réunion du Conseil Municipal de ce jour, avant sa communication publique qui ne pourra intervenir qu'après la séance en vertu de l'article R.241-18 du code des juridictions financières.

Le contrôle a donné lieu à une mobilisation des services communaux particulièrement le secrétariat général et les services des ressources humaines, financiers et techniques qui ont travaillé plusieurs journées lors de l'instruction des magistrats financiers pour compiler et transmettre les très nombreuses archives et documents demandés et pour produire les réponses argumentées avec de nombreuses réunions de travail.

L'audit s'est passé dans d'excellentes conditions grâce à la qualité du travail réalisé par les services municipaux mais aussi grâce à la collaboration du CHICAS et de la SISA Maison de Santé de Sisteron.

La commune a ainsi répondu à de très nombreuses questions de la Chambre.

Dans le rapport définitif, la Commune relève avec satisfaction que « L'implication et la réactivité de la commune en matière de santé sont reconnues par les acteurs concernés. En plus de soutenir le développement de la MSP, elle a développé une stratégie d'accueil des professionnels de santé intéressés pour s'installer sur son territoire. Elle dispose notamment d'un livret d'accueil présentant les services publics présents et les avantages financiers à venir s'installer, organise des visites de la ville et facilite les démarches administratives des candidats à l'installation. »

Pour autant, la Chambre rajoute que « si cette stratégie a permis de stabiliser les effectifs médicaux libéraux présents sur le territoire de la commune, la situation reste fragile notamment au regard de l'âge de certains praticiens. Par ailleurs les leviers d'action reposent presque exclusivement sur la maison de santé ».

Aussi la Chambre encourage la commune à « évaluer et actualiser sa politique en matière de santé, en élaborant un diagnostic précis des besoins de santé à venir. La collectivité gagnerait à établir un état des lieux des outils réglementaires à sa disposition et à formaliser les actions entreprises, notamment en matière d'attractivité. Le pilotage des projets devra être renforcé, par la fixation d'objectifs et d'indicateurs de suivi et par une analyse exhaustive des risques juridiques ».

Aujourd'hui que la Maison de Santé est ouverte depuis près de deux mois, que non pas deux mais trois nouveaux médecins viendront s'installer et se rajouter d'ici le 1^{er} mai 2023 aux deux médecins généralistes déjà présents, que l'ensemble des locaux seront ainsi occupés avec une offre de santé répondant aux besoins forts de la population, la commune étudiera naturellement les recommandations formulées par la Chambre, même si elle rappelle et considère qu'en matière de Santé, il est regrettable que l'Etat, dont c'est la compétence, n'ait pas réussi à mieux gérer et anticiper les problèmes de démographie médicale et d'accès aux soins depuis plus de trente ans ; et que dès lors elle n'entend pas, si possible, se substituer aux autorités compétentes en matière de santé.

Pour finir, la Commune se réjouit de l'utilité de l'audit réalisé qui, dresse un état des lieux qui, confirme l'opportunité des politiques de santé déployées par la commune depuis huit ans, dresse le bilan de cette politique au regard des expériences sur d'autres territoires et donne des pistes d'amélioration de cette politique pour les années à venir. Le rôle de conseil et d'accompagnement de la Chambre Régionale des Comptes est ainsi très appréciable même si sur certains aspects du rapport définitif, la Commune peut déjà exprimer des réserves sur l'adaptabilité de certaines recommandations sur le territoire communal.

Le Conseil Municipal est invité à prendre acte de la communication et à débattre du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de PACA sur les actions de la Commune en matière de santé et ses liens avec la Maison de Santé Pluridisciplinaire de Sisteron à partir de 2017

Vu le code des juridictions financières, notamment l'article L.243-6 et l'article L 243-7 ;

Vu la notification du 15 février 2023, par la Chambre régionale des comptes, du rapport d'observations définitives sur la gestion de la commune de Sisteron arrêté au 5 décembre 2022 ;

Considérant, qu'en application de l'article R.241-18 du code de juridictions financières, le rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes est communicable aux tiers dès qu'a eu lieu la première réunion de l'assemblée délibérante et qu'il doit donner lieu à un débat ;

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

Prendre acte de la communication et du débat relatifs au rapport d'observations définitives sur les actions de la Commune en matière de santé et ses liens avec la Maison de Santé Pluridisciplinaire de Sisteron, arrêté par la Chambre régionale des comptes Provence, Alpes, Côte d'Azur, à partir de 2017 et suivantes.

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITÉ

PREND ACTE du rapport de la Chambre régionale des comptes et un débat a eu lieu.

Pour copie conforme,
Le Maire
Daniel SPAGNOU